

Mentions Légales

1. Présentation du site

En vertu de l'article 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique, il est précisé aux utilisateurs du site www.scooling974.com l'identité des différents intervenants dans le cadre de sa réalisation et de son suivi :

Propriétaire : Stéphanie Moreno membre de la coopérative d'activités et d'emploi COOP UNION inscrite à la chambre de commerce et d'industrie de Saint Denis de la Réunion sous le numéro siren 453 968 109 000 et membre de la coopérative d'activités et d'Emploi Services à la Personne DYNAMIQUES SERVICES sous le numéro siren 507 686 178 00025 - N° d'agrément simple N 07102008 F 974 S 023.

Créateur : Stéphanie Moreno

Responsable publication : Stéphanie Moreno – stephanie.moreno974@icloud.com

Le responsable publication est une personne physique ou une personne morale.

Hébergeur et crédits : Site réalisé et hébergé par Wix.

Le modèle de mentions légales est offert par Subdelirium.com [Générateur de mentions légales](#)

2. Conditions générales d'utilisation du site et des services proposés

L'utilisation du site www.scooling974.com implique l'acceptation pleine et entière des conditions générales d'utilisation ci-après décrites. Ces conditions d'utilisation sont susceptibles d'être modifiées ou complétées à tout moment, les utilisateurs du site www.scooling974.com sont donc invités à les consulter de manière régulière.

Ce site est normalement accessible à tout moment aux utilisateurs. Une interruption pour raison de maintenance technique peut être toutefois décidée, qui s'efforcera alors de communiquer préalablement aux utilisateurs les dates et heures de l'intervention.

Le site www.scooling974.com est mis à jour régulièrement par Stéphanie Moreno. De la même façon, les mentions légales peuvent être modifiées à tout moment : elles s'imposent néanmoins à l'utilisateur qui est invité à s'y référer le plus souvent possible afin d'en prendre connaissance.

3. Description des services fournis

Le site www.scooling974.com a pour objet de fournir une information concernant l'ensemble des activités de la société s'efforce de fournir sur le site www.scooling974.com des informations aussi précises que possible. Toutefois, il ne pourra être tenue responsable des omissions, des inexactitudes et des carences dans la mise à jour, qu'elles soient de son fait ou du fait des tiers partenaires qui lui fournissent ces informations.

Toutes les informations indiquées sur le site www.scooling974.com sont données à titre indicatif, et sont susceptibles d'évoluer. Par ailleurs, les renseignements figurant sur le site www.scooling974.com ne sont pas exhaustifs. Ils sont donnés sous réserve de modifications ayant été apportées depuis leur mise en ligne.

4. Conditions Générales de Vente de prestations

Un devis sera établi à la demande du client avec en annexe les conditions générales de vente de prestations. Pour les prestations classiques, les CGV Coop Union s'appliquent. Pour des prestations incluant le Service A la Personne, des critères strictes s'appliquent, ils sont expliqués dans les CGV de DYNAMIQUES SERVICES (renseignements auprès de stephanie.moreno974@icloud.com)

COOP UNION

CAE S.C.O.P A.R.L à capital variable, inscrite au RCS de Saint-Denis sous le n° 453 968 109
SIRET : 453 968 109 000 34 APE : 7112 B – 6, route de Savannah – Immeuble Chane Chu – Boîte aux lettres 104 – 97460 Saint-Paul

CONDITIONS GENERALES DE VENTE

COOP UNION EST UNE COOPERATIVE D'ACTIVITE ET D'EMPLOI, SOUTENUE FINANCIEREMENT PAR LES FONDS EUROPEENS, a pour objet principal l'appui à la création et au développement d'activités économiques d'entrepreneurs personnes physiques.

1. GENERALITES :

Les présentes conditions générales de vente ont pour objet de définir, dans le contexte ci-dessus rappelé, les conditions de réalisation de la commande passée à COOP UNION par l'intermédiaire du porteur de projet. Ces dispositions prévalent sur toutes les conditions générales et/ou particulières du cocontractant de COOP UNION, sauf accord exprès préalable et écrit de cette dernière d'y déroger.

2. ETUDES, DOCUMENTS ET PROJETS :

Les études et devis sont fournis par COOP UNION et ses propositions sont valables pendant un mois à compter de leur date d'émission.

Les prestations de COOP UNION restent strictement limitées aux fournitures et services spécifiés dans le devis, dont tous les montants s'entendent hors taxes et seront majorés de la taxe sur la valeur ajoutée au taux applicable au moment de leur exigibilité.

Le CLIENT est pleinement responsable des éléments d'information et documents apportés à COOP UNION et nécessaires à la réalisation de la prestation. Il est également tenu, sous sa seule responsabilité, de respecter les lois et réglementations qui s'imposent au cas d'espèce.

COOP UNION conserve intégralement, sauf convention contraire, la propriété intellectuelle de ses devis, projets, études, ainsi que des plans, dessins, schémas fournis à l'appui de sa proposition ou pour les besoins du marché.

3. EXECUTION DE LA PRESTATION :

. L'intervention de COOP UNION est conditionnée par l'accord express et écrit du CLIENT et le paiement de l'acompte visé à l'article 7 ci-après.

. Le CLIENT fait sienne toute éventuelle prestation préalable à l'intervention de COOP UNION, qui devra être réalisée, sous sa seule responsabilité, conformément aux normes, règles de l'art et/ou cahier des charges, à la date fixée par les parties et au plus tard dans les trente jours suivants. Passé le délai, COOP UNION pourra demander la résiliation de la commande.

. Tout retard ou arrêt dans la réalisation de la prestation pour une cause quelconque indépendante de COOP UNION ne pourra lui être opposé et son intervention pourra être reportée d'autant.

. Dans le cas où la réalisation de la prestation requiert une intervention chez le CLIENT, celui-ci devra rendre accessible le site et mettre gratuitement à la disposition de COOP UNION les aides nécessaires à l'opération.

. COOP UNION est investi, conformément à la propriété intellectuelle, de l'intégralité des droits d'auteur portant sur la prestation dès lors qu'elle y est sujette. Sauf convention contraire, le prix convenu comprend la cession au CLIENT des droits tels que décrit au devis, lesquels seront transférés à réception du paiement intégral des sommes prévues à l'article 7 ci-après. (Le coût de la cession des Droits de propriété intellectuelle, Droits de reproduction devront être indiqués sur le devis).

4. DELAIS DE LIVRAISON ET TRANSFERT DE GARDE :

. Les délais de livraison sont donnés à titre indicatif. Ils courent à partir de la plus tardive des dates suivantes : celle de l'accusé réception de commande, celles où sont parvenus à COOP UNION les renseignements, l'acompte ou les fournitures et préalables que le CLIENT s'est engagé à donner.

. Tout retard ou arrêt de la livraison pour une cause quelconque indépendante de COOP UNION ne pourra lui être opposé et son intervention pourra être reportée d'autant.

. Le transfert de garde s'opère à la livraison, à charge pour le CLIENT d'assurer la chose, en fonction de la nature des biens concernés, des risques pouvant l'affecter et notamment l'incendie, le vol et le vandalisme

5. MONTAGE, MISE EN SERVICE ET RECEPTION :

. La bonne réalisation de la prestation de COOP UNION est formalisée par un acte de réception échangé entre les parties.

. Sous réserve des termes et conditions de la clause de réserve de propriété susvisée, le transfert de propriété s'opère par la réception prononcée avec ou sans réserve.

6. GARANTIES ET RESPONSABILITES :

COOP UNION déclare être titulaire d'une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile et professionnelle souscrite auprès de la compagnie d'assurance MAIF (police n° 3429895R)).

Tout incident dont la cause ne pourra être prouvée par le CLIENT, ou qui sera la conséquence notamment de conditions d'exploitation non conformes ou différentes de celles prévues au devis, de la modification de la chose ou de sa destination par le CLIENT, d'un manque d'entretien ou encore d'un cas de force majeure, ainsi que toutes les conséquences de cet incident, resteront exclusivement à la charge du CLIENT.

7. CONDITIONS ET MODES DE PAIEMENT :

Les présentes conditions sont applicables, sauf convention particulière entre les parties :

- 30 à 75 % à la commande par chèque ou virement,

- le solde à la réception de la prestation.

L'acompte à la commande doit être versé au moment de la signature du bon de commande et au plus tard dans le délai de huit jours à compter de cette signature. Passé ce délai, COOP UNION pourra demander la résiliation de la commande.

. Toute phase d'exécution de la prestation commencée, même non achevée, pour quelque cause que ce soit, reste due.

. Tous les règlements sont à effectuer par chèques bancaires à l'ordre de COOP UNION ou par virement bancaire sur le compte de *COOP UNION Caisse Epargne FR76 1131 5000 0108 0010 7147 037*

8. CLAUSES DIVERSES :

. **résolution de la vente:** En cas d'inexécution d'une obligation du CLIENT, notamment en l'absence de paiement de l'acompte dans les délais fixés, de fourniture des éléments qu'il s'est engagé à donner ou de réalisation ou encore de non-conformité des prestations préparatoires à l'intervention de COOP UNION, le contrat pourra être résolu de plein droit après mise en demeure restée sans effet pendant huit jours et sans autre formalité. Dans ce cas, il est convenu que s'imputeront sur l'acompte versé par le client :

- les intérêts de retard, frais de transport et de déplacement,

- tous travaux réalisés ou ayant fait l'objet d'un début de réalisation ainsi que tout matériel commandé ou livré en vue de la réalisation de l'affaire.

Le solde éventuel devra être payé sans délai.

. **annulation de commande :** Si le CLIENT est amené à annuler sa commande pour quelque cause que ce soit, COOP UNION pourra lui facturer :

- un dédommagement égal à 30 % du montant de la commande destiné à couvrir les frais de projets, études et frais administratifs,

- ainsi que tous travaux réalisés ou ayant fait l'objet d'un début de réalisation et tous matériels livrés ou commandés en vue de la réalisation de l'affaire.

. **clause pénale :** Tout retard de paiement donnera lieu, sans mise en demeure, à l'application d'intérêts de retard au taux de une fois et demi l'intérêt légal. Les termes de paiement ne peuvent être retardés sous quelque prétexte que ce soit, même litigieux.

. **réserve de propriété :** Le vendeur conserve la propriété des biens vendus jusqu'au paiement effectif de l'intégralité du prix en principal et accessoires, selon les dispositions de l'Ordonnance n° 2006-346 du 23 mars 2006, codifiées à l'article 2367 du Code civil. Le défaut de paiement de l'une quelconque des échéances pourra entraîner la revendication de ces biens. L'acheteur assume néanmoins, à compter de la livraison, les risques de perte ou de détérioration de ces biens ainsi que la responsabilité des dommages qu'ils pourraient occasionner. En cas de mise en jeu de la clause de réserve de propriété, les acomptes et autres paiements déjà effectués resteront acquis à COOP UNION à titre d'indemnité sans préjudice d'éventuels dommages-intérêts.

9. CONTESTATIONS :

A défaut d'accord amiable, il est de convention expresse que tout litige relatif au contrat sera de la compétence exclusive du Tribunal de Commerce de Saint-Denis.

10. DONNEES PERSONNELLES DES PERSONNES PHYSIQUES :

Conformément au RÈGLEMENT (UE) 2016/679 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 27 avril 2016, et dans le but de gérer les devis, factures et paiements, envoyer des mails et des courriers, COOP UNION collecte des données personnelles auprès de ses clients.

Collectées principalement au moment de la prospection, du devis ou de la facture, elles sont strictement limitées aux finalités exposées ci-dessus et conservées pendant une durée conforme aux dispositions légales ou proportionnelle aux finalités pour lesquelles elles ont été enregistrées.

Elles ne font l'objet d'aucune revente ni transmission à des destinataires non prévus.

COOP UNION a mis en œuvre une politique de sécurité destinée à empêcher un accès non autorisé aux données personnelles.

Pour le cas où un accès non autorisé aurait lieu, COOP UNION s'oblige à le signaler à la CNIL et aux personnes concernées.

Les personnes physiques ont un droit permanent de contrôle de leurs données, et notamment :

- d'y accéder

- de demander leur portabilité (transfert à un autre prestataire)

- de les rectifier

- de les faire effacer

Les réclamations éventuelles dont à déposer auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

CONDITIONS GENERALES DE VENTE

La vente de nos prestations est soumise aux présentes conditions générales de vente qui prévalent sur toutes autres conditions, sauf dérogation formelle et expresse de notre part. Les différents contrats et les devis/commande approuvés et signés par le client ainsi que les présentes conditions générales de vente constituent le CONTRAT DE VENTE.

Dans le cadre des textes en vigueur (Décret n° 2005-1384 du 07/11/2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le Code du Travail et décret n°2005-1698 du 29/12/2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L129-1 du Code du Travail), la coopérative Dynamiques Services à la personne est agréée pour intervenir auprès des particuliers dans le cadre des services à la personne et dans les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers (2.10%)
- Petits travaux de jardinage (8.5%)
- Soutien scolaire à domicile (2.10%) ou cours à domicile (8.5%)
- Assistance informatique et internet à domicile (8.5%)
- Prestations de petit bricolage (2.10%)
- Assistant administratif (2.10%)
- Préparation de repas à domicile (2.10%)

En tant que particulier, le client bénéficiera d'une réduction ou crédit d'impôt de 50 % des sommes dépensées dans la limite d'un plafond de 12.000 euros par an et par foyer fiscal conformément à l'article 199 sexdecies du Code Général des Impôts. Le plafond est majoré de 1.500 euros par enfant ou par ascendant de plus de 65 ans vivant sous le toit du contribuable, dans la limite de 2 personnes, soit un plafond maximum de 15.000 euros.

L'aide fiscale est limitée pour certaines activités :

- Travaux de jardinage : le montant des dépenses prises en compte est plafonné à 5.000 euros par an.
- Assistance informatique et Internet à domicile : le montant des dépenses prises en compte est plafonné à 3.000 euros par an.
- Prestations de petit bricolage : le montant des dépenses prises en compte est plafonné à 500 euros par an.

Facturation : La facturation des prestations se fera au taux de TVA applicable aux services à la personne, soit 2,10 % ou 8.5%

Paiement : Le paiement des prestations se fera obligatoirement par chèque bancaire ou postal à la fin de chaque intervention, sauf clause contraire portée au contrat ou au devis/commande. Dans ce cas, le paiement devra être effectué à réception de facture.

Cas de Force Majeure : Il est défini comme tout événement imprévisible, insurmontable et extérieur à la volonté de Dynamiques Services à la personne qui l'empêche d'exécuter son obligation.

Clause résolutoire : à défaut de paiement d'une facture à son échéance, la vente de prestations de service sera résolue de plein droit si bon semble à Dynamiques Service à la personne, 15 jours après une simple mise en demeure de payer rappelant les termes de la présente clause et demeurée infructueuse sans qu'il soit besoin d'accomplir aucune formalité judiciaire.

Clause de déchéance du terme : il est expressément convenu que dans le cas exceptionnel où Dynamiques Services à la personne aurait consenti des paiements fractionnés au client, à défaut d'un seul paiement le jour même de son échéance, en principal et intérêts, le montant principal du solde du prix de la vente ou du contrat et des intérêts courus deviendra immédiatement et de plein droit, exigible si bon semble à Dynamiques Services à la personne, 15 jours après une simple mise en demeure de payer restée vaine et contenant déclaration par Dynamiques Services à la personne, d'user de la présente clause, sans qu'il soit besoin d'accomplir aucune formalité judiciaire. En cas de défaut d'un seul paiement sur un contrat, Dynamiques Services à la personne se réserve le droit de résilier de plein droit tout ou partie de tous les contrats en cours conclus avec le client, sans préjudice du versement par celui-ci des sommes restant dues.

Clause pénale : de convention expresse, le défaut de paiement à l'échéance fixée entraînera de plein droit, le paiement d'une pénalité de retard de paiement égale à 12 % l'an sur les sommes restant dues. Ces pénalités de retard sont dues dès le premier jour de retard, sans qu'il y ait besoin d'adresser une mise en demeure. Cette clause restera définitivement acquise à Dynamiques Services à la personne sans qu'il y ait lieu de justifier pour elle d'un quelconque préjudice. Les versements déjà effectués lui resteront acquis.

Attribution de compétence : tous les litiges nés du présent contrat seront de la compétence exclusive du Tribunal de Commerce ou du Tribunal de Grande Instance du domicile du défendeur.

5. Limitations contractuelles sur les données techniques

Le site utilise la technologie proposée par Wix Editor.

Le site Internet ne pourra être tenu responsable de dommages matériels liés à l'utilisation du site. De plus, l'utilisateur du site s'engage à accéder au site en utilisant un matériel récent, ne contenant pas de virus et avec un navigateur de dernière génération mis-à-jour

6. Propriété intellectuelle et contrefaçons

Stéphanie Moreno est propriétaire des droits de propriété intellectuelle ou détient les droits d'usage sur tous les éléments accessibles sur le site, notamment les textes, images, graphismes, logo, icônes, sons, logiciels dans le cadre de son contrat avec le prestataire Wix.

Toute reproduction, représentation, modification, publication, adaptation de tout ou partie des éléments du site, quel que soit le moyen ou le procédé utilisé, est interdite, sauf autorisation écrite préalable de : Stéphanie Moreno.

Toute exploitation non autorisée du site ou de l'un quelconque des éléments qu'il contient sera considérée comme constitutive d'une contrefaçon et poursuivie conformément aux dispositions des articles L.335-2 et suivants du Code de Propriété Intellectuelle.

7. Limitations de responsabilité

Stéphanie Moreno ne pourra être tenue responsable des dommages directs et indirects causés au matériel de l'utilisateur, lors de l'accès au site www.scooling974.com, et résultant soit de l'utilisation d'un matériel ne répondant pas aux spécifications indiquées au point 4, soit de l'apparition d'un bug ou d'une incompatibilité.

Des espaces interactifs (possibilité de poser des questions dans l'espace contact) sont à la disposition des utilisateurs. Stéphanie Moreno se réserve le droit de supprimer, sans mise en demeure préalable, tout contenu déposé dans cet espace qui contreviendrait à la législation applicable en France, en particulier aux dispositions relatives à la protection des données. Le cas échéant, Stéphanie Moreno se réserve également la possibilité de mettre en cause la responsabilité civile et/ou pénale de l'utilisateur, notamment en cas de message à caractère raciste, injurieux, diffamant, ou pornographique, quel que soit le support utilisé (texte, photographie...).

8. Gestion des données personnelles

En France, les données personnelles sont notamment protégées par la loi n° 78-87 du 6 janvier 1978, la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, l'article L. 226-13 du Code pénal et la Directive Européenne du 24 octobre 1995.

A l'occasion de l'utilisation du site www.scooling974.com, peuvent être recueillies : l'URL des liens par l'intermédiaire desquels l'utilisateur a accédé au site www.scooling974.com, le fournisseur d'accès de l'utilisateur, l'adresse de protocole Internet (IP) de l'utilisateur.

En tout état de cause Stéphanie Moreno ne collecte des informations personnelles relatives à l'utilisateur que pour le besoin de certains services proposés par le site www.scooling974.com. L'utilisateur fournit ces informations en toute connaissance de cause, notamment lorsqu'il procède par lui-même à leur saisie. Il est alors précisé à l'utilisateur du site www.scooling974.com l'obligation ou non de fournir ces informations.

Conformément aux dispositions des articles 38 et suivants de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, tout utilisateur dispose d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition aux données personnelles le concernant, en effectuant sa demande écrite et signée, accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée.

Aucune information personnelle de l'utilisateur du site www.scooling974.com n'est publiée à l'insu de l'utilisateur, échangée, transférée, cédée ou vendue sur un support quelconque à des tiers. Seule l'hypothèse du rachat de Stéphanie MORENO et de ses droits permettrait la transmission des dites informations à l'éventuel acquéreur qui serait à son tour tenu de la même obligation de conservation et de modification des données vis à vis de l'utilisateur du site www.scooling974.com

Le site susnommé est déclaré à la CNIL sous le numéro 2097477.

Les bases de données sont protégées par les dispositions de la loi du 1er juillet 1998 transposant la directive 96/9 du 11 mars 1996 relative à la protection juridique des bases de données.

9. Liens hypertextes et cookies

Le site www.scooling974.com contient un certain nombre de liens hypertextes vers d'autres sites, mis en place avec l'autorisation de Stéphanie Moreno. Cependant, Stéphanie Moreno n'a pas la possibilité de vérifier le contenu des sites ainsi visités, et n'assumera en conséquence aucune responsabilité de ce fait.

La navigation sur le site www.scooling974.com est susceptible de provoquer l'installation de cookie(s) sur l'ordinateur de l'utilisateur. Un cookie est un fichier de petite taille, qui ne permet pas l'identification de l'utilisateur, mais qui enregistre des informations relatives à la navigation d'un ordinateur sur un site. Les données ainsi obtenues visent à faciliter la navigation ultérieure sur le site, et ont également vocation à permettre diverses mesures de fréquentation.

Le refus d'installation d'un cookie peut entraîner l'impossibilité d'accéder à certains services. L'utilisateur peut toutefois configurer son ordinateur de la manière suivante, pour refuser l'installation des cookies :

Sous Internet Explorer : onglet outil (pictogramme en forme de rouage en haut à droite) / options internet. Cliquez sur Confidentialité et choisissez Bloquer tous les cookies. Validez sur Ok.

Sous Firefox : en haut de la fenêtre du navigateur, cliquez sur le bouton Firefox, puis aller dans l'onglet Options. Cliquez sur l'onglet Vie privée.

Paramétrez les Règles de conservation sur : utiliser les paramètres personnalisés pour l'historique. Enfin décochez-la pour désactiver les cookies.

Sous Safari : Cliquez en haut à droite du navigateur sur le pictogramme de menu (symbolisé par un rouage). Sélectionnez Paramètres. Cliquez sur Afficher les paramètres avancés. Dans la section « Confidentialité », cliquez sur Paramètres de contenu. Dans la section « Cookies », vous pouvez bloquer les cookies.

Sous Chrome : Cliquez en haut à droite du navigateur sur le pictogramme de menu (symbolisé par trois lignes horizontales). Sélectionnez Paramètres. Cliquez sur Afficher les paramètres avancés. Dans la section « Confidentialité », cliquez sur préférences. Dans l'onglet « Confidentialité », vous pouvez bloquer les cookies.

10. Droit applicable et attribution de juridiction.

Tout litige en relation avec l'utilisation du site www.scooling974.com est soumis au droit français. Il est fait attribution exclusive de juridiction aux tribunaux compétents de Paris.

11. Les principales lois concernées.

Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, notamment modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique.

12. Lexique.

Utilisateur : Internaute se connectant, utilisant le site susnommé.

Informations personnelles : « les informations qui permettent, sous quelque forme que ce soit, directement ou non, l'identification des personnes physiques auxquelles elles s'appliquent » (article 4 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978).

13. Politique de confidentialité

Introduction Devant le développement des nouveaux outils de communication, il est nécessaire de porter une attention particulière à la protection de la vie privée. C'est pourquoi, nous nous engageons à respecter la confidentialité des renseignements personnels que nous collectons.

Collecte des renseignements personnels

Nous collectons les renseignements suivants :

- Prénom
- Adresse électronique
- Profession

Les renseignements personnels que nous collectons sont recueillis au travers de formulaires et grâce à l'interactivité établie entre vous et notre site Web.

Formulaires et interactivité:

Vos renseignements personnels sont collectés par le biais de formulaire, à savoir :

- Formulaire d'inscription au site Web

Nous utilisons les renseignements ainsi collectés pour les finalités suivantes :

- Suivi de la commande
- Informations / Offres promotionnelles
- Statistiques
- Contact
- Gestion du site Web (présentation, organisation)

Vos renseignements sont également collectés par le biais de l'interactivité pouvant s'établir entre vous et notre site Web et ce, de la façon suivante: Nous utilisons les renseignements ainsi collectés pour les finalités suivantes :

Fichiers journaux et témoins

Nous recueillons certaines informations par le biais de fichiers journaux (log file) et de fichiers témoins (cookies). Il s'agit principalement des informations suivantes :

- Adresse IP
- Système d'exploitation
- Pages visitées et requêtes
- Heure et jour de connexion

Le recours à de tels fichiers nous permet :

- Statistique

Droit d'opposition et de retrait

Nous nous engageons à vous offrir un droit d'opposition et de retrait quant à vos renseignements personnels. Le droit d'opposition s'entend comme étant la possibilité offerte aux internautes de refuser que leurs renseignements personnels soient utilisées à certaines fins mentionnées lors de la collecte. Le droit de retrait s'entend comme étant la possibilité offerte aux internautes de demander à ce que leurs renseignements personnels ne figurent plus, par exemple, dans une liste de diffusion. Pour pouvoir exercer ces droits, vous pouvez par Courriel : stephanie.moreno974@icloud.com

Droit d'accès

Nous nous engageons à reconnaître un droit d'accès et de rectification aux personnes concernées désireuses de consulter, modifier, voire radier les informations les concernant. L'exercice de ce droit se fera : par Courriel : stephanie.moreno974@icloud.com

Sécurité

Les renseignements personnels que nous collectons sont conservés dans un environnement sécurisé. Les personnes travaillant pour nous sont tenues de respecter la confidentialité de vos informations. Pour assurer la sécurité de vos renseignements personnels, nous avons recours aux mesures suivantes :

- Gestion des accès – personne autorisée
- Sauvegarde informatique
- Identifiant / mot de passe
- Pare-feu (Firewalls)

Nous nous engageons à maintenir un haut degré de confidentialité en intégrant les dernières innovations technologiques permettant d'assurer la confidentialité de vos transactions. Toutefois, comme aucun mécanisme n'offre une sécurité maximale, une part de risque est toujours présente lorsque l'on utilise Internet pour transmettre des renseignements personnels.

Législation

Nous nous engageons à respecter les dispositions législatives énoncées dans la RGPD.